

Sarthois et Bretons au cœur de la bataille du TGV

Le dossier TGV Bretagne - Pays de la Loire entre aujourd'hui dans la phase de consultation des élus avec une réunion à Cesson-Sévigné (près de Rennes). Les Sarthois se présenteront avec une motion commune refusant ce projet. En face, les Bretons veulent leur TGV...

D'un côté, on trouve les élus des villages refusant la ligne nouvelle, de l'autre, on a des élus mancaux ayant perdu confiance dans la SNCF et craignant des conséquences économiques lourdes en cas de mise en place du contournement TGV. Résultat : les deux camps ont choisi de faire cause commune. Ils ont signé mercredi soir (lire notre édition d'hier) une motion marquant et justifiant leur

L'accord des Sarthois sera incontournable

opposition au projet de ligne nouvelle TGV entre Connerré et Laval. Un nouveau coup dur dans l'avancée du programme à la veille d'une réunion capitale qui a lieu aujourd'hui près de Rennes. En fait, Jean-Claude Boulard a obtenu ce qu'il voulait. En décrochant, à 48 heures d'une rencontre importante à Cesson-Sévigné, la signature par tous les élus sarthois concernés, d'une motion hostile au projet de ligne nouvelle entre Connerré et La-



A gauche ou à droite, tous les élus ont signé la motion refusant le projet.

val, le maire du Mans dispose d'une arme redoutable. Celle de pouvoir retarder encore davantage un projet qui a déjà pris quatre ans de retard... Au risque même de le faire passer à la trappe.

Et les 2 milliards d'euros ?

Cette démarche très originale dans son principe aura inévitablement pour effet de faire reculer le TGV Bretagne dans l'ordre des priorités nationales. Les élus d'autres régions de France vont sauter sur l'occasion pour faire avancer un peu plus vite leur TGV vers l'Est, le Sud-Ouest ou autre...

Là où chacun y trouve un intérêt et où le consensus est général. Pendant ce temps, sauf retournement fort de notre économie, le creusement des déficits pèsera de plus en

plus lourd, éloignant du même coup le lancement de grands programmes. Trouver 2 milliards d'euros sera de plus en plus délicat. Et ce n'est pas une annonce à la veille d'un rendez-vous électoral important qui changera la situation.

« Real politique »

En faisant un front commun, en rappelant que le projet n'a pas d'intérêt pour la région des Pays de la Loire (qui pourrait donc ne pas contribuer financièrement), en soulignant l'incohérence du tracé et de ses 10 % de longueur supplémentaire non justifiés (pouvant être source d'un recours), en insistant sur les garanties (non données) d'une desserte équivalente à celles des villes de Rennes ou de Nantes, les élus placent finalement les Bretons face à un choix

de « real politique ». Soit ils tiennent compte de la position sarthoise et acceptent un autre phasage et (ou) une autre technologie (comme le pendulaire), avec dans ce cas une réalisation à échéance visible, soit ils vont à l'affrontement pur et dur et prennent le risque du tout... ou rien ! Sachant que cette fois, ce n'est pas une simple association qu'ils ont en face d'eux mais des élus, des collectivités comme Le Mans Métropole, le Conseil général de la Sarthe, des députés, et donc une population.

Dans tous les cas de figure, la suite des événements sera chaude, surtout quand on sait que les Sarthois peuvent se montrer au moins aussi têtus que les Bretons.

Bruno MORTIER